



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

Tarkett S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Tarkett S.A.

1, Terrasse Bellini - Tour Initiale - 92919 Paris La Défense

Ce rapport contient 26 pages

Référence : PG-181-2



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

Tarkett S.A.

Siège social : 1, Terrasse Bellini - Tour Initiale - 92919 Paris La Défense
Capital social : € 318 613 480

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale des actionnaires de la société Tarkett S.A.,

1 Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Tarkett S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2 Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 Justification des appréciations - Point clé de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif au risque d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ce risque.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Point clé de notre audit

Les titres de participation figurant au bilan 31 décembre 2017 pour un montant net de 1 234,9M€ représentent un des postes les plus significatifs du bilan. Ils sont comptabilisés au coût d'achat hors frais et dépréciés lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute.

Comme indiqué dans la note 1.3 – Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement de l'annexe, la valeur d'utilité est appréciée en prenant en compte les éléments tels que la quote-part des capitaux propres que ces titres représentent, l'évolution de la rentabilité de la filiale et d'autres approches, notamment la méthode des multiples ou des expertises.

Nous avons considéré que l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation constituait un point clé de l'audit, compte tenu des montants en jeu et du caractère incertain des hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Réponses apportées lors de notre audit

Nos travaux ont consisté principalement à vérifier les données et hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participations.

- Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes statutaires des entités,
- Pour les évaluations reposant sur la méthode des multiples, nous avons :
 - corroboré la concordance des agrégats utilisés avec les comptes des entités,
 - apprécié les hypothèses retenues par la direction, notamment concernant les multiples retenus, ainsi que la cohérence de ces multiples avec des transactions récentes opérées dans le secteur d'activité de la société.
- Nous avons apprécié la permanence des méthodes utilisées.
- Nous avons testé l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité effectués.

4 Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale des actionnaires de la société Tarkett S.A.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés à l'assemblée générale des actionnaires de la société Tarkett S.A. sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été respectivement renouvelés, pour le cabinet KPMG, et nommés, pour le cabinet Mazars, commissaires aux comptes de la société Tarkett par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 13 mai 2014 appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2017, les cabinets KPMG et Mazars sont dans la 4^{ème} année de leur mission sans interruption depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé en novembre 2013.

6 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

7 Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie

Tarkett S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
16 février 2018

sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

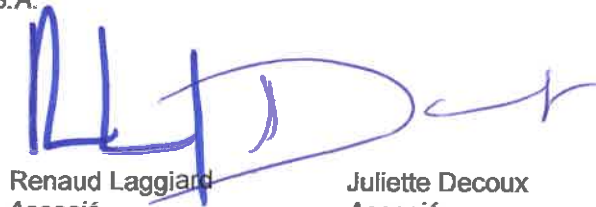
Paris La Défense, le 16 février 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars



Philippe Grandclerc
Associé



Renaud Laggiard
Associé



Juliette Decoux
Associée



Eric Schwaller
Associé



THE ULTIMATE FLOORING EXPERIENCE

Comptes annuels
Au 31 décembre 2017

Tous les chiffres sont présentés en euros, sauf mention contraire

SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS		2	2.4	ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	13
BILAN ACTIF		3	2.5	TABLEAU DES DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS	14
BILAN PASSIF		4	2.6	FONDS COMMERCIAL	14
COMPTE DE RÉSULTAT		5	2.7	PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR	14
COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)		6	2.8	CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR	15
NOTE 1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES		7	2.9	CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	15
1.1	REGLES ET METHODES COMPTABLES	7	2.10	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET	15
1.2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	7	2.11	ENGAGEMENTS FINANCIERS	16
1.3	IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	7	2.12	VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES	17
1.4	CREANCES ET DETTES	7	2.13	INTEGRATION FISCALE	17
1.5	OPERATIONS EN DEVISES	7	2.14	SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE	18
1.6	PROVISIONS	8	2.15	REMUNERATION DES DIRIGEANTS	18
1.7	PROVISION PLANS D'INTERESSEMENT A LONG TERME DES SALARIES (LTI)	8	2.16	EFFECTIF MOYEN	18
1.8	FAITS MARQUANTS	9	2.17	PARTIES LIEES	19
1.9	EVENEMENTS POST CLOTURE	9	2.18	IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE	19
NOTE 2 - ETATS FINANCIERS		10	2.19	CAPITAUX PROPRES	19
2.1	ETAT DES IMMOBILISATIONS	10	2.20	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	20
2.2	ETAT DES AMORTISSEMENTS	11	2.21	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	20
2.3	ETAT DES PROVISIONS	12			

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2017		31/12/2016	Variation	
	Brut	Amort prov.	Net	Net	
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	36 106 698	23 400 768	12 705 930	9 637 749	3 068 181
Fonds commercial	3 939 892		3 939 892	3 939 892	-
Autres immobilisations incorporelles			-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	1 612 546		1 612 546	714 095	898 451
Avances et acomptes sur immobilisations			-	-	-
Terrains			-	-	-
Constructions	105 795	105 795	-	4 880	(4 880)
Installations techniques, matériel et outillage			-	-	-
Autres immobilisations corporelles	8 772 797	5 935 039	2 837 758	4 012 426	(1 174 668)
Immobilisations corporelles en cours	-		-	-	-
Avances et acomptes			-	-	-
Participations évaluées selon mise en équivalence			-	-	-
Autres participations	1 259 907 375	24 988 985	1 234 918 390	1 195 506 874	39 411 517
Créances rattachées à des participations			-	-	-
Autres titres immobilisés	2 323 220		2 323 220	668 940	1 654 280
Prêts	269 884 470		269 884 470	288 758 101	(18 873 631)
Autres immobilisations financières	864 717		864 717	824 765	39 952
TOTAL (I)	1 583 517 511	54 430 587	1 529 086 924	1 504 067 722	25 019 202
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	3 958		3 958	42 536	(38 578)
Clients et comptes rattachés	10 429 156		10 429 156	10 645 521	(216 365)
Autres créances			-	-	-
Fournisseurs débiteurs	669		669	775 879	(775 210)
Personnel	1 000		1 000	17 220	(16 220)
Organismes sociaux	-		-	-	-
Etat, impôts sur les bénéfices	14 524 002		14 524 002	2 801 737	11 722 265
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 364 741		2 364 741	2 015 272	349 469
Autres	532 171 036		532 171 036	422 389 677	109 781 359
Capital souscrit et appelé, non versé			-	-	-
Valeurs mobilières de placement	9 033 000		9 033 000	9 033 000	-
Disponibilités	9 785 735		9 785 735	21 971 446	(12 185 711)
Instruments de trésorerie	1 061 541		1 061 541	2 558 646	(1 497 105)
Charges constatées d'avance	1 386 187		1 386 187	2 381 765	(995 578)
TOTAL (II)	580 761 025	-	580 761 025	474 632 697	106 128 328
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)	8 586 325		8 586 325	6 305 271	2 281 054
TOTAL ACTIF (I à V)	2 172 864 861	54 430 587	2 118 434 274	1 985 005 689	133 428 585

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/2017	31/12/2016	Variation
Capital social ou individuel (dont versé: 318 613 480)	318 613 480	318 613 480	-
Primes d'émission, de fusion, d'apport	113 982 295	113 982 295	-
Ecart de réévaluation			-
Réserve légale	31 861 348	31 861 348	-
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	715 991 071	744 255 618	(28 264 546)
Résultat de l'exercice	51 920 613	9 769 475	42 151 138
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	1 836 655	1 241 674	594 981
TOTAL (I)	1 234 205 462	1 219 723 889	14 481 572
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques	1 293 252	637 473	655 780
Provisions pour charges	26 706 862	25 544 502	1 162 360
TOTAL (III)	28 000 114	26 181 975	1 818 139
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	597 386 167	460 051 134	137 335 032
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 174 680	12 708 608	466 072
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	2 867 081	4 166 089	(1 299 008)
. Organismes sociaux	871 118	950 735	(79 617)
. Etat, impôts sur les bénéfices	1 876 259	849 694	1 026 565
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		314 386	(314 386)
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	363 301	196 950	166 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 622 302	544 026	1 078 276
Autres dettes	228 679 671	254 253 385	(25 573 714)
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	422 508	552 504	(129 996)
TOTAL (IV)	847 263 087	734 587 512	112 675 575
Ecart de conversion passif (V)	8 965 611	4 512 313	4 453 298
TOTAL PASSIF (I à V)	2 118 434 274	1 985 005 689	133 428 585

COMPTE DE RÉSULTAT

	Exercice clos le 31/12/2017		31/12/2016		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	8 408 183	43 161 057	51 569 240	40 350 943	11 218 297	28
Chiffres d'affaires Nets			51 569 240	40 350 943	11 218 297	28
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation reçues						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			8 336 434	138 890	8 197 545	5 902
Autres produits			262 694	167 111	95 583	57
Total des produits d'exploitation			60 168 369	40 656 944	19 511 425	48
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock matières premières et autres						
Autres achats et charges externes			35 019 480	35 291 214	(271 734)	(1)
Impôts, taxes et versements assimilés			968 378	1 682 234	(713 856)	(42)
Salaires et traitements			10 200 286	10 388 569	(188 284)	(2)
Charges sociales			4 310 410	4 098 957	211 453	5
Dotations aux amortissements sur immobilisations			7 242 950	5 715 150	1 527 800	27
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			10 149 635	14 187 991	(4 038 356)	(28)
Autres charges			525 472	419 754	105 718	25
Total des charges d'exploitation			68 416 610	71 783 869	(3 367 259)	(5)
RESULTAT D'EXPLOITATION			(8 248 241)	(31 126 925)	22 878 684	74
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers de participations			36 205 709	25 355 400	10 850 309	43
Produits des autres valeurs mobilières			28 928 565	27 028 967	1 899 598	7
Autres intérêts et produits assimilés			612 553	333 178	279 375	84
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers			65 746 827	52 717 545	13 029 282	25
Dotations financières aux amortissements et provisions				3 615 085	3 615 085	100
Intérêts et charges assimilées			10 902 010	11 708 465	(806 455)	(7)
Différences négatives de change			273 659	158 885	114 774	72
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières			11 175 669	15 482 435	(4 306 766)	(28)
RESULTAT FINANCIER			54 571 158	37 235 110	17 336 049	47
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			46 322 917	6 108 184	40 214 733	658

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

	Exercice clos le 31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
	Total	Total		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	601 150	9 332 355	(8 731 205)	(94)
Produits de cession des éléments d'actif	-	-	-	-
Autres produits exceptionnels	-	-	-	-
Total des produits exceptionnels	601 150	9 332 355	(8 731 205)	(94)
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	132 873	(132 873)	(100)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-	-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 196 131	3 418 200	(2 222 069)	(65)
Autres charges exceptionnelles	511	296 157	(295 646)	(100)
Total des charges exceptionnelles	1 196 642	3 847 229	(2 650 588)	(69)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(595 492)	5 485 126	(6 080 618)	(111)
Participations des salariés	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	6 193 188	(1 823 838)	8 017 026	(440)
Total des Produits	132 709 533	100 744 116	31 965 417	32
Total des charges	80 788 920	90 974 641	(10 185 721)	(11)
RESULTAT NET	51 920 613	9 769 475	42 151 138	431
Dont Crédit-bail mobilier	-	-	-	-
Dont Crédit-bail immobilier	-	-	-	-

NOTE 1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions des règlements N°2014-03, n°2015-06 et n°2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

1.1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

1.2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de licences, de logiciel et de capitalisation de frais externes pour la mise en place de ces logiciels au sein des filiales du Groupe, regroupées sous la rubrique "Concessions, brevets".

La valeur brute est constituée par le coût d'achat.

Les logiciels informatiques et les licences de logiciels sont amortis de façon linéaire sur une durée de 1 à 5 ans.

Fiscalement, ces licences sont amorties sur une durée de 1 an. Un amortissement dérogatoire est constaté à ce titre.

1.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les immobilisations financières sont principalement constituées de titres de participations et de cautions versées.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

1.4 CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de

1.5 OPERATIONS EN DEVICES

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de

Les principales méthodes utilisées sont détaillées ci-après.

Les comptes annuels intègrent les dispositions du règlement 2015-05 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture dont l'application est obligatoire à compter de l'exercice 2017. Le règlement, qui a pour objectif de préciser les modalités de comptabilisation des instruments financiers à terme et des opérations de couverture, est sans impact significatif sur les comptes annuels de la société.

1.2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériel de bureau et informatique et d'agencements et installations.

La valeur brute de ces éléments correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, soit linéairement.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les matériels de bureau et informatique, ainsi que les autres immobilisations corporelles sont amortis de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

Cette valeur d'utilité est appréciée en prenant en compte les éléments tels que la quote-part des capitaux propres que ces titres représentent, l'évolution de la rentabilité de la filiale et d'autres approches, notamment la méthode des multiples ou des expertises.

recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées et non couvertes par un instrument de couverture font l'objet d'une provision pour risque.

1.6 PROVISIONS

1.6.1 Provisions pour pensions et obligations similaires

Les provisions ont été calculées par un actuair externe sur la base de données au 31 décembre 2017, selon les principales hypothèses décrites ci-dessous :

- taux d'inflation : 1,25%
- taux d'actualisation : 1.5%
- taux d'indexation des salaires : 1.5%
- âge de départ à la retraite : 65 ans

1.6.2 Autres provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées à la clôture de l'exercice afin de couvrir les risques et charges liés:

- aux risques de change
- à une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

1.7 PROVISION PLANS D'INTERESSEMENT A LONG TERME DES SALARIES (LTI)

Le Groupe Tarkett, dont la société Tarkett est la holding, met régulièrement en place des plans d'attribution d'actions gratuites.

Concernant les 3 plans en cours, les actions ordinaires seront attribuées aux bénéficiaires à l'issue d'une période dite d'acquisition de deux ans. L'attribution est conditionnée au respect d'une condition de performance économique (basée sur le plan à 3 ans du Groupe), ainsi que d'une condition de présence des bénéficiaires jusqu'à la fin de la période d'attribution. L'attribution des LTI sera réalisée en distribution d'actions.

Conformément à l'avis du CNC N° 2008-17 du 6 novembre 2008 sur le traitement comptable des plans d'attributions

d'actions gratuites aux employés, une provision d'un montant total de 26.229.478 euros au 31 décembre 2017 (24.054.718 euros au 31 décembre 2016), est constituée pour couvrir l'obligation de Tarkett de livrer aux bénéficiaires les titres lors de l'attribution définitive des actions.

La provision concernant les actions non distribuées à la clôture est évaluée au cours de 34,98 euros, à l'exception de la quote-part d'actions relatives au plan de LTI 2015 acquises en 2016 et valorisées à leur cours d'achat. Sur l'exercice 2017, il convient de noter le débouclage des LTI 2014 et la mise en place le 25 septembre 2017, d'un nouveau LTI constitué de 322.365 actions.

	LTIP 2015	LTIP 2016	LTIP 2017
Date d'attribution	21 déc 2015	1 déc 2016	25 septembre 2017
Fin de la période d'attribution	30 Juin 2018	10 Juin 2019	30 Juin 2020
Nombre d'actions restantes	331 130	278 885	322 365
Cours de l'action au 31 décembre 2017	34,98	34,98	34,98
Provision comptabilisée au 31 décembre 2017	(10 143 342)	(6 756 192)	(9 329 944)
Modalité de règlement :	Distribution d'actions		
Charges et produits 2017	1 076 828	916 909	(9 329 944)
Charges 2016	(3 878 076)	(7 673 009)	-
Charges 2015	(7 248 068)		

1.8 FAITS MARQUANTS

1.8.1 Augmentations et réductions de capital des filiales de Tarkett

La société Tarkett a procédé à une augmentation de capital de ses filiales FieldTurf Tarkett S.A.S et Tarkett GDL pour des montants respectifs de 6 et 40 millions d'euros. Par ailleurs, Tarkett a procédé à une réduction de capital de sa filiale Tarkett Inc. pour un montant de 10 millions de dollars canadiens.

1.8.2 Demande de remboursement de la contribution de 3% sur la distribution de dividendes

Le 6 octobre dernier, le Conseil constitutionnel a jugé que les dispositions de l'article 235 ter ZCA du CGI introduisent une différence de traitement entre les sociétés mères suivant que les dividendes qu'elles redistribuent proviennent ou non de filiales implantées au sein de l'Union européenne, alors que ces sociétés se trouvent dans la même situation au regard de la contribution. En conséquence, l'article 235 ter ZCA est jugé inconstitutionnel. A l'issue de cette décision Tarkett a initié sur l'exercice 2017 une demande de remboursement de la contribution de 3% sur la distribution des dividendes pour un montant de 8.072.876 euros au titre des contributions versées sur la période courant de l'année 2013 à 2017, ainsi que de 1.084.200 euros d'intérêts moratoires. Cette demande de remboursement a été enregistrée au crédit du compte d'impôts sur les bénéfices.

1.8.3 Remboursement partiel de l'emprunt à terme de 2013 et mise en place de nouveaux emprunts Schuldschein

Le 13 avril 2017, Tarkett a conclu l'émission d'un placement privé de droit allemand (dit "Schuldschein") réparti sur les tranches suivantes :

- > 72,0 millions d'euros à taux fixe et à cinq ans ;
- > 30,0 millions d'euros à taux variable et à cinq ans ;
- > 50,0 millions de dollars US à taux variable et à cinq ans ;
- > 118,0 millions d'euros à taux fixe et à sept ans ;
- > 32,5 millions d'euros à taux variable et à sept ans

Les principaux engagements juridiques et financiers du contrat sont identiques à ceux du "Schuldschein"

de 2016, lesquels étaient analogues à ceux du crédit syndiqué renouvelable de juin 2015. Les produits de cette émission ont été principalement consacrés au remboursement anticipé du reliquat du prêt à terme d'octobre 2013 pour 150 millions d'euros, et au remboursement pour 50 millions de dollars US de tirages en cours du crédit syndiqué renouvelable, le solde étant gardé en trésorerie.

1.8.4 Contrôle URSSAF

Un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2015 et 2016 est en cours à fin décembre 2017.

1.9 EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

NOTE 2 - ETATS FINANCIERS

2.1 ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Immobilisations incorporelles	31 352 186		8 694 404
Immobilisations incorporelles en cours	714 095		1 602 047
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	105 795		-
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 335 618		437 179
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	40 507 694		10 733 630
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	1 220 495 859		39 411 517
Autres titres immobilisés	668 940		1 654 280
Prêts et autres immobilisations financières	289 582 866		0
TOTAL	1 510 747 665		41 065 797
TOTAL GENERAL	1 551 255 359		51 799 426

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			-	
Immobilisations incorporelles			40 046 590	
Immobilisations incorporelles en cours	703 595		1 612 546	
Immobilisation corporelles	703 595		41 659 136	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions	-		105 795	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-		8 772 797	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			-	
Avances et acomptes				
TOTAL	703 595		50 537 728	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	-		1 259 907 375	
Autres titres immobilisés		-	2 323 220	
Prêts et autres immobilisations financières	-	18 833 679	270 749 187	
TOTAL	-	18 833 679	1 532 979 783	
TOTAL GENERAL	703 595	18 833 679	1 583 517 511	

2.2 ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice		Eléments sortis reprises	Fin exercice
	Début exercice	Dotations exercice		
TOTAL Immobilisations incorporelles	17 774 545	5 626 223		23 400 768
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	100 916	4 880		105 796
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 323 192	1 611 847		5 935 039
Emballages récupérables et divers				
TOTAL Immobilisations corporelles	4 424 108	1 616 727		6 040 835
TOTAL GENERAL	22 198 653	7 242 950		29 441 603

	Diminutions			Mouvements affectant la provision pour amort. derog.	Reprises
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	
TOTAL Immobilisations incorporelles	5 626 223				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	4 880				
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 611 847				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL Immobilisations corporelles	1 616 727				
TOTAL GENERAL	7 242 950				

2.3 ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 241 674	1 196 131	601 150	1 836 655
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantation à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantation à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	1 241 674	1 196 131	601 150	1 836 655
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations	637 473	61 751	221 840	477 384
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	25 544 502	10 085 628	8 107 399	27 522 730
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGE	26 181 975	10 147 379	8 329 239	28 000 114
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	24 988 985			24 988 985
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	4 939		4 939	
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	24 993 924	-	4 939	24 988 985
TOTAL GENERAL	52 417 574	11 343 509	8 935 328	54 825 754
Dont dotations et reprises:				
o d'exploitation		10 147 379	8 334 178	
o financières		-		
o exceptionnelles		1 196 131	601 150	

Le poste "Autres provisions" varie en raison des mouvements intervenus en 2017 sur les plans LTI, à savoir le débouclage du plan 2014, ainsi que la mise en place du nouveau plan 2017.

2.4 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	269 884 470	-	269 884 470
Autres immobilisations financières	864 717	864 717	
Clients douteux ou litigieux			
Avances et acomptes versés sur commandes	3 958	3 958	
Autres créances clients	10 429 156	10 429 156	
Créances représentatives de titres prêtés			
Fournisseurs débiteurs	669	669	
Personnel et comptes rattachés	1 000	1 000	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
o Impôts sur les bénéfices	14 524 002	1 364 729	13 159 273
o T.V.A.	2 364 741	2 364 741	
o Autres impôts, taxes, versements et assimilés		-	
o Divers			
Groupe et associés	532 171 036	532 171 036	
Débiteurs divers		-	
Charges constatées d'avance	1 386 187	1 386 187	
TOTAL GENERAL	831 629 937	548 586 194	283 043 743

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:				
o à un an maximum	6 084 365	6 084 365		
o plus d'un an	591 301 802		591 301 802	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 174 680	11 481 030	1 693 650	
Personnel et comptes rattachés	2 867 081	2 867 081		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	871 118	871 118		
Etat et autres collectivités publiques :				
o Impôts sur les bénéfices	1 876 259	1 876 259		
o T.V.A.	-	-		
o Obligations cautionnées				
o Autres impôts et taxes	363 301	363 301		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 622 302	1 622 302		
Groupe et associés				
Autres dettes	228 679 671	228 679 671		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	422 508	130 000	292 508	
TOTAL GENERAL	847 263 087	253 975 127	593 287 960	

2.5 TABLEAU DES DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs	Total	Non échu	Echu depuis moins de 30 jours	Echu de 30 à 60 jours	Echu de 60 à 90 jours
Au 31/12/2017	12 851 049	12 862 106	231 350	197 939	(440 347)
Au 31/12/2016	10 963 886	11 547 217	146 667	69 775	(799 773)

2.6 FONDS COMMERCIAL

DESIGNATION	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
Mali de fusion - Partholdi			3 939 892	3 939 892

2.7 PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
o Créances rattachées à des participations	
o Autres immobilisations financières	
CREANCES	
o Créances clients et comptes rattachés	3 958
o Autres créances (dont avoirs à recevoir)	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	3 958

2.8 CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoir à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 751 032
Emprunts et dettes financières divers	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 174 680
Dettes fiscales et sociales	5 977 759
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 622 302
Autres dettes (dont avoirs à établir)	
TOTAL	24 525 773

2.9 CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	920 890	422 508
Charges / Produits financiers	465 297	
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	1 386 187	422 508

2.10 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	51 569 240
TOTAL	51 569 240

Répartition par marché géographique	Montant
France	8 408 183
Etranger	43 161 057
TOTAL	51 569 240

2.11 ENGAGEMENTS FINANCIERS

1- Effets escomptés non échus NEANT

2- Avals et Cautions

	Engagements donnés	Engagements limités		
Barclays Londres	GBP 0	GBP 1 500 000	Ligne de Crédit	Tarkett Ltd
HSBC Bank plc	GBP 0	GBP 1 000 000	Ligne de Crédit	Tarkett Ltd
Petrofina	EUR 3 904 514	EUR 7 000 000	Commandes de B&S	Morton Extrusion Technik
Bank of America N.A.	INR 0	INR 20 000 000	Lignes de crédit	Tarket Flooring India Private Ltd
Caixa bank	EUR 133 000	EUR 1 600 000	Lignes de Crédit	Poligras
Crédit Agricole CIB	EUR 180 942	EUR 5 000 000	Ligne de cautions	Fieldturf Tarkett SAS
HSBC Bank (China) Company Ltd	RMB 40 000 000	RMB 44 000 000	Lignes de crédit	Tarkett Asia Pacific (Shanghai) Management Co., Ltd.
HSBC Bank (China) Company Ltd	RMB 9 477 037	RMB 22 000 000	Lignes de crédit	

3- Autres engagements donnés

	Engagements donnés	Engagements limités		
Bénéficiaire	Montant	Montant	Objet	Faveur
Federal Insurance Company	USD 116 052 725	USD 75 000 000	Garanties de bonne fin de chantiers	Fieldturf Inc.
Chubb	USD 850 000	USD 850 000	Réassurance	Somalré
Indian Harbor Insurance Cie	USD 805 000	USD 805 000	Réassurance	Somalré
Commerzbank	EUR 1 386 000	EUR 5 000 000	Ligne de Crédit	Desso Holding
Pri-Pensionsgaranti	SEK 188 944 794	SEK 188 944 794	Engagements de retraite	Tarkett AB
Banque Général du Lux	EUR 0	EUR 10 000 000	Lignes de Crédit	Laminate Park GmbH
BECM	EUR 0	EUR 50 000 000	nantissement de comptes de recouvrement sur affacturage	Tarkett SAS, Fieldturf Tarkett SAS
Bank of America -Merrill Lynch	USD 0	USD 50 000	Ligne de Crédit	Tarkett Flooring Mexico
SETEPP	EUR 482 115	EUR 482 115	Loyers	

4- Instruments financiers dérivés de change

Contrepartie	Montant	Nature	Date d'échéance
Bancaire	GBP 2 400 000	Swap de change	mars -18
Bancaire	AUD 4 750 000	Swap de change	mars & juin-18
Bancaire	USD 103 695 445	Swap de change	janv, fev, mars & juin-18
Bancaire	PLN 161 885 000	Swap de change	janv-18 & juin-18
Bancaire	SEK 75 000 000	Swap de change	janv-18
Bancaire	GBP 7 250 000	Options de change	fev-18 à mars-19

Ces instruments financiers ont été pris dans une optique de couverture

5- Instruments financiers dérivés de taux

Contrepartie	Montant	Nature	Date d'échéance
Bancaire	USD 50 000 000	Options gar.tx d'I.	mai-20

6- Autres engagements reçus

Tarkett bénéficie au 31/12/2017 de droits de tirage non utilisés à hauteur de 650 M€ sur des lignes de crédit revolving confirmées et à hauteur de 50M€ sur des lignes de cession de créances.

2.12 VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	46 322 917	
Résultat exceptionnel (et participation)	(595 492)	
Résultat comptable	51 920 613	6 193 188

Décomposition de l'impôt sur les bénéfices

Nature de l'impôt sur les bénéfices	Impôt 2017	Impôt 2016
Contribution de 3% sur dividendes (2)	8 041 811	(970 295)
Produit d'intégration fiscale	178 790	698 337
Charge d'impôt de l'intégration fiscale	(1 773 973)	(139 079)
Crédits d'impôt	-	-
Provision pour contrôle fiscal (1)		(1 468 327)
Autres	(253 440)	55 526
TOTAL	6 193 188	(1 823 838)

(1) Le montant de 1.468.327 euros ne reprend pas les pénalités et les incidences sur le calcul de la CVAE pour les périodes contrôlées

(2) Le crédit de 8.041.811 euros relatif à la contribution sur les dividendes de 3 % se décompose comme suit:

- Une charge de 1.115.265 euros au titre de la contribution 2017 payée sur l'exercice
- Un produit à recevoir de 8.072.876 euros au titre du remboursement de la contribution sur la période de 2013 à 2017
- Un produit à recevoir de 1.084.200 euros au titre des intérêts moratoires

2.13 INTEGRATION FISCALE

La société Tarkett a opté pour le régime de l'intégration fiscale à partir du 1^{er} janvier 2009 pour le calcul de l'impôt sur les sociétés ainsi que pour la contribution supplémentaire sur cet impôt.

Tarkett a mis en place en 2009 une intégration fiscale avec ses filiales françaises : Fieldturf Tarkett S.A.S. et Tarkett France S.A.S. En 2012, la société Tarkett Bois S.A.S. est entrée dans le périmètre de l'intégration fiscale. En 2015, la société Desso S.A.S. est également entrée dans le périmètre d'intégration fiscale ; la société Desso S.A.S. a fusionné avec la société Tarkett France S.A.S. le 1^{er} juillet 2017.

Le principe de neutralité est appliqué entre les sociétés intégrées conduisant chaque société membre à supporter une charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

L'économie d'impôt éventuelle, résultant de l'intégration est comptabilisée dans les comptes de Tarkett.

2.14 SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

	31/12/2017 (K EUR)		31/12/2016 (K EUR)	
	Base	Impôt correspondant	Base	Impôt correspondant
Décalage dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable	20 577	7 085	18 928	6 517
Déficit propre	20 296	6 988	32 231	11 097
Déficit lié à l'intégration fiscale	(46 688)	(16 075)	(44 298)	(15 252)
Total du déficit reportable fiscalement	(26 392)	(9 087)	(12 067)	(4 155)

2.15 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

	Montant
REMUNERATIONS VERSEES AUX MEMBRES :	
o des organes de direction	4 132 536
o des organes de surveillance	426 350

2.16 EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	67	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés	5	
Ouvriers		
TOTAL	76	

2.17 PARTIES LIEES

Les transactions réalisées par la société avec ses parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

La Société Investissement Deconinck détient 50.18% du capital de Tarkett et, à ce titre, contrôle et coordonne les activités du Groupe.

Au 31 décembre 2017, SID a facturé un total de 500 000 euros de redevances au titre de la convention d'assistance et d'animation (comme au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, Tarkett a facturé un total de 75 000 euros à SID au titre de prestations de service (comme au 31 décembre 2016).

2.18 IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société Tarkett est détenue à plus de 50.18% par la Société d'Investissement Deconinck (SID) et est consolidée à ce titre en intégration globale.

2.19 CAPITAUX PROPRES

Ventilation des capitaux propres	Montant début d'exercice	Résultat de l'exercice	Opérations en capital	Affectation du résultat	Dividendes versés	Montant fin d'exercice
Capital social ou individuel	318 613 480					318 613 480
Primes d'émission, de fusion, d'apport	113 982 295					113 982 295
Ecart de réévaluation						
Réserve légale	31 861 348					31 861 348
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves réglementées						
Autres réserves						
Report à nouveau	744 255 618			9 769 475	(38 034 021)	715 991 072
Résultat de l'exercice	9 769 475	51 920 613		(9 769 475)		51 920 613
Total situation nette	1 218 482 216	51 920 613	-	-	(38 034 021)	1 232 368 808
Subventions d'investissement						
Provisions réglementées	1 241 674	594 981				1 836 655
Capitaux propres	1 219 723 890	52 515 594	-	-	(38 034 021)	1 234 205 462

2.20 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	63 722 696	5,00
Actions/parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	63 722 696	5,00

A fin 2017 Tarkett auto-détient 357.796 actions propres pour un montant de 11.356.220 euros dont 57.796 actions au titre du contrat de liquidité pour un montant de 2.323.220 euros.

A fin 2016 Tarkett auto-détenait 319.618 actions propres pour un montant de 9.701.944 euros.

2.21 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Résultat du dernier exercice clos	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
----------------------------	----------------	------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------------	---

A- Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

- Filiales (plus de 50% du capital détenu)

	En milliers d'euros									
Tarkett GDL	385 009	317 574	(123 889)	100	538 050	538 050			242 765	20 000
Fieldturf Tarkett	14 639	5 525	(2 821)	100	39 628	14 639	0		53 440	
Tarkett Inc.	71 225	(53 602)	2 317	100	7 591	7 591			85 845	
Tarkett Finance Inc.	354 259	(89 709)	(35 813)	100	287 952	287 952	277 094		0	
Tarkett DOO	64 264	29 717	7 735	100	252 605	252 605	4 000		104 399	4 275
Tarkett Services	50	0	0	100	50	50			0	

Les filiales, Tarkett GDL et Fieldturf Tarkett S.A.S ont augmenté leur capital sur l'exercice 2017 respectivement pour 40 millions d'euros et 6 millions d'euros.

Par ailleurs, Tarkett Inc. a réalisé une réduction de capital de 10 millions de dollars canadiens.

Les primes d'émissions de Tarkett GDL sont incluses dans le capital social de la société.

- Participations (10 à 50% du capital détenu)

AO Tarkett	15 254	48 647	27 331	50	134 030	134 030	19 500		232 039	11 906

B - Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations

Néant